

Déclaration de la fédération du Finistère du Parti Communiste Français

ASSEZ DE SOUFFRANCES DANS LES EHPAD !

Depuis plusieurs mois les salarié-es des EHPAD ont brisé la chape de silence pesant sur les souffrances intolérables qui y sont vécues. L'insuffisance des effectifs et des financements conduit pour les personnels comme pour les résidents à une situation dramatique qui porte atteinte à la dignité humaine, jusqu'à la maltraitance, et est indigne d'un pays civilisé.

Les personnes âgées, qu'elles soient à domicile ou en maison de retraite, les salarié-es qui travaillent dans ces filières, les aidants familiaux payent un lourd tribut aux politiques menées ces dernières années et dominées par la soumission à la finance.

Avec Macron, les divers cadeaux fiscaux et exonérations de cotisations sociales au profit des plus riches et des grandes entreprises explosent, pillant le budget de l'État, l'évasion fiscale à elle seule l'ampute de 80 milliards d'euros par an.

La France devient un paradis pour les actionnaires.

L'argent public va à la rente du capital et manque pour répondre aux besoins humains et sociaux les plus essentiels, parmi lesquels l'accompagnement du vieillissement et la prise en charge de la perte d'autonomie.

Vieillir dans une société où l'argent prime sur l'humain s'accompagne d'angoisse et de difficultés : prélèvements sur les retraites, notamment la hausse de la CSG, insuffisance et coût des services d'aide à domicile, manque de places dans les maisons de retraite, reste à charge très important pour les résidents et leurs familles, accès aux soins plus difficile, services publics qui désertent les territoires ruraux et les quartiers populaires...

Et pour celles et ceux qui ne peuvent poursuivre leur vie à domicile, c'est trop souvent une maltraitance institutionnelle, des soins dégradés, des contacts humains réduits à leur plus simple expression car les personnels en nombre insuffisant sont débordés, épuisés, traumatisés de ne pouvoir accorder à chacun-e des résident-es un peu de temps, d'attention.

Selon la ministre de la Santé, il n'y a pas de problème d'effectifs ou de budget dans les EHPAD, c'est juste une question de « management », car pour elle ce sont des entreprises, pas des lieux de vie.

La réalité, selon la mission parlementaire qui a enquêté, c'est un sous-effectif généralisé, des conditions de travail particulièrement difficiles, l'absence d'infirmier-ère de nuit, une tarification qui accentue les inégalités territoriales...

Dans le Finistère, département vieillissant, 124 EHPAD publics ou privés offrent 11300 places, soit 115 places pour 1000 habitants de plus de 75 ans. Ce nombre stagne, quant aux places en foyers-logements, elles diminuent. C'est insuffisant pour répondre aux demandes..

Encore plus insuffisants les effectifs des personnels : le ratio devrait être d'un professionnel par résident, il est moitié moindre.

Le taux d'équipement en soins infirmiers et aide à domicile est inférieur à la moyenne bretonne.

En 2017 on comptait dans le budget départemental plus de 100 millions d'euros versés pour l'APA (allocation personnalisée d'autonomie) mais seulement 38 millions compensés par l'État !

Derrière ces chiffres il y a des réalités humaines insupportables.

Et ils sont encore plus alarmants au regard de l'évolution démographique : la proportion des plus de 75 ans dans le Finistère devrait passer de 10,9 % à plus de 18 % en 2050.

Parce que l'humain est au cœur de leur projet, les communistes mettent en débat d'autres choix : création d'emplois qualifiés sur la base d'un salarié par personne âgée, mise en place d'un grand service public de santé de proximité, d'un pôle public départemental de l'autonomie ; formation de

soignants ; suppression du numerus clausus en médecine ; suppression des restes à charge pour les familles ; financement de l'hôpital public à hauteur des besoins.

Ils proposent un financement solidaire à 100 % par la Sécurité Sociale, une cotisation supplémentaire sur les revenus financiers, le rétablissement de l'impôt sur la fortune, la suppression de la CSG, l'obligation pour l'État de compenser les dépenses des départements pour l'APA et la PCH (prestation de compensation du handicap).

La fédération du Finistère du PCF s'inscrit dans ce combat pour une société solidaire et apporte tout son soutien à la journée de mobilisation organisée par la CGT, la CFDT, FO, l'UNSA, la CFTC. Elle appelle à participer en grand nombre à la manifestation départementale qui aura lieu le mardi 30 janvier à 15h place de la Résistance à Quimper. Nous sommes toutes et tous concerné-es !

Ismaël Dupont
secrétaire départemental du PCF

Yvonne Rainero
membre de sa commission nationale santé-protection sociale